

pareilles questions au Parlement. Lors de la prochaine séance du comité, j'espère que le ministre, s'il ne peut nous renseigner immédiatement, sera disposé à le faire avant l'adoption du crédit, afin que nous puissions discuter ses prévisions budgétaires en pleine connaissance de cause.

L'hon. M. Hamilton: J'aimerais reprendre immédiatement le député. Les crédits à l'étude auraient normalement dû être présentés à la Chambre en janvier ou février dernier et être alors adoptés, car ils portent sur les dépenses de l'année en cours. Cependant, à la suite de manœuvres dilatoires exécutées par l'opposition pendant la dernière session, nous avons été obligés d'en appeler au peuple pour obtenir une décision. Je tiens à bien le préciser. Les crédits en cause ont été préparés l'automne dernier, c'est-à-dire il y a un an. Quant à la Commission Glassco, elle n'avait alors pas plus l'idée d'établir un rapport que de s'envoler. Je le signale simplement pour prouver que si l'on soulève pareille question, ce n'est que pour faire dévier le débat, car cette proposition n'a rien à faire avec ce que nous étudions aujourd'hui. Nous débattons, en ce moment, une chose qu'il aurait fallu examiner il y a déjà dix mois.

L'hon. M. Pickersgill: Monsieur le président, je tiens à ne pas laisser passer sans la rectifier, cette déclaration qui défigure les faits. Il n'y a absolument pas eu d'obstruction. Il n'y avait aucune possibilité d'en faire à propos de ces crédits le printemps dernier, puisque, au lieu d'en saisir la Chambre, le gouvernement a préféré annoncer des élections. Comment pourrait-on faire obstruction à une chose qui n'existait pas le printemps dernier? Voilà pour le premier argument. Et voici le second. Le Parlement a été élu le 18 juin. Les résultats ont été déposés avant la fin juillet. Les crédits auraient donc pu être débattus et adoptés au mois d'août, si le gouvernement n'avait pas craint d'affronter le Parlement. C'est ridicule, de la part du gouvernement, de prétendre attribuer à qui que ce soit, sauf à lui-même à la suite de son refus de convoquer le Parlement et d'assumer la tâche qui lui incombe, le blâme pour tout retard qu'on puisse constater.

On a perdu deux mois du temps, cependant si précieux, du Parlement, en août et septembre, alors que celui-ci aurait pu et dû se réunir, au moment où le chef de l'opposition réclamait sa convocation, où tous ceux qui respectent les droits du Parlement ou du gouvernement autonome, l'auraient voulu. Quant au gouvernement qui a retardé la convocation du Parlement jusqu'à ce qu'il n'ait plus d'argent—le Parlement n'aurait même pas encore été convoqué maintenant, s'il avait eu davantage de subsides—il a remis la

session jusqu'à ce qu'il n'ait plus de fonds, pour ensuite venir en gémissant nous réclamer les neuf douzièmes des crédits qu'on n'avait jamais adoptés en raison de sa négligence et à la suite de son refus de convoquer le Parlement au moment où il aurait dû l'être. Et voilà qu'il prétend maintenant que ce sont d'autres qui font de l'obstruction, ce qui est la chose la plus scandaleuse qu'on puisse imaginer. Seul, le ministre de l'Agriculture qui, un jour, prend la parole à titre privé et déprécie notre dollar à 90c., tandis qu'à un autre moment il voudrait voir les cultivateurs assumer la tâche qu'avait auparavant entreprise le gouvernement est capable de voir une si curieuse image dans un miroir aussi défigurant. Hier encore, le premier ministre nous a dit que bon nombre des recommandations du rapport de la Commission Glassco sont déjà appliquées. Si elles le sont déjà, leur mise en œuvre se fera sentir dans les crédits de cette année, et non de l'année prochaine. Mais, si les services du ministre n'ont rien entrepris en vertu du rapport de la Commission Glassco—rien du tout—s'il prétend qu'il en est ainsi, il n'y a plus rien à dire à ce sujet. S'il nous l'affirme, en tant que ministre, et non à quelque titre privé ou personnel. Nous ne savons plus en quelle qualité parle le ministre, ou tout autre membre du Cabinet, puisqu'ils tiennent un si grand nombre de propos différents, selon le temps et les circonstances. Le ministre des Travaux publics raconte une histoire sur la mise en valeur du fleuve Columbia, le ministre de la Justice en donne une version différente.

M. Ricard: Conformez-vous au Règlement.

L'hon. M. Pickersgill: Je m'en tiens strictement au point qu'a soulevé le ministre. Si j'ai bien saisi, le ministre a déclaré que le rapport de la Commission Glassco n'a absolument rien à voir avec son ministère. Si j'en juge d'après la plus grande partie du rapport, je serais étonné que la Commission Glassco ne se soit pas penchée sur la moisson la plus luxuriante qu'ait produite le ministre: celle des spécialistes en information. Je serais étonné que les membres de la Commission ne se soient pas demandé combien de ces spécialistes sont au service des cultivateurs et combien sont au service du parti Tory et sont rémunérés par les contribuables. Je suis d'avis que le ministre devrait lire à l'occasion les déclarations du premier ministre. Ses propres discours le grisent tellement qu'il ne semble pas avoir le temps de relever les propos de ses collègues. Je l'invite à lire les discours du premier ministre pour essayer de se mettre au pas, à l'occasion, au moins une fois en passant—afin qu'il puisse, au moins en parole, vanter le principe de la solidarité du